

Document d'information

LE CHILI

Situation politique

Aux élections de décembre 1993, M. Eduardo Frei, candidat de la coalition de centre gauche au pouvoir, Concertación Nacional, a remporté une victoire décisive avec 58 p. 100 des voix. Le sénateur Allesandri, qui représente une alliance de partis de droite, a été son plus proche rival, avec 24 p. 100 des voix. La Concertación a conservé la majorité qu'elle avait à la Chambre basse, mais n'a pas réussi à en obtenir une au Sénat, où huit sénateurs conservateurs non élus – nommés par l'ancien président Pinochet – conservent leurs sièges.

M. Aylwin, l'ex-président, avait mené la Concertación à la victoire en 1990, lors des premières élections suivant la démission du général Pinochet, et on lui attribue la réussite exceptionnelle de la transition du régime militaire au gouvernement civil. Il a mis en branle d'importantes réformes sociales dont le président Frei poursuit la réalisation. Ce dernier a indiqué que ses priorités seront de continuer la lutte contre la pauvreté (dont le taux était passé de 40 p. 100 en 1989 à 30 p. 100 à la fin de 1993) et d'atteindre un plus haut niveau de vie ainsi que de réformer les systèmes d'éducation et de santé. Pour atteindre ces objectifs, il met l'accent sur l'amélioration de la productivité, la formation professionnelle et la diversification des exportations vers des produits à plus grande valeur ajoutée.

Situation économique

Grâce à l'une des économies les plus ouvertes et les plus dynamiques de l'Amérique latine, le Chili affiche un bilan impressionnant : dix années consécutives durant lesquelles le taux moyen de la croissance réelle du produit intérieur brut (PNB) a été de 6 p. 100, avec un sommet de 10,3 p. 100 en 1992. En 1994, le PIB a progressé de 4,3 p. 100, comparativement à 6 p. 100 en 1993. L'inflation a diminué de 12,7 p. 100 en 1993 à 8,9 p. 100 l'an dernier, le taux le plus bas depuis 1960. En 1993, le taux de chômage était de 4,3 p. 100, le niveau le plus bas enregistré au cours des deux dernières décennies, grâce à la création d'un nombre record d'emplois. En 1994, ce taux subissait une légère augmentation, pour se situer à 5,4 p. 100.

Faisant preuve de rigueur et du sens des responsabilités, le gouvernement a mis en place des politiques financières qui ont créé un climat attrayant pour les investisseurs chiliens et étrangers. Les dépenses d'investissement ont atteint un niveau inégalé de 27 p. 100 du PIB en 1993, et l'investissement direct étranger a brisé les records deux années de suite. L'investissement est passé de 14 p. 100 du PNB au milieu des